

ARRETÉ N°2022-1217 PORTANT ELECTIONS ETUDIANTES AU CONSEIL DE L'INSPÉ

LE PRESIDENT DE L'UNIVERSITE DE PICARDIE JULES VERNE

VU le code de l'éducation et notamment les articles L.719-1, L.719-2, L.762-1 ;

VU les statuts de l'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Education d'Amiens (INSPÉ) ;

VU le décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'Etat ;

VU la délibération de la CNIL n°2019-053 du 25 avril 2019 portant adoption d'une recommandation relative à la sécurité des systèmes de vote par correspondance électronique, notamment via internet ;

ARRETE

Article 1 – Convocation des électeurs.

Les usagers sont convoqués pour élire leurs représentants au conseil de l'INSPÉ :

LE MERCREDI 1^{er} FÉVRIER 2023, DE 9 HEURES A 17 HEURES

Par vote électronique par internet

Calendrier électoral

Opérations électorales	Echéancier
Affichage et mise en ligne des listes électorales	Au plus tard le mercredi 11 janvier 2023
Période de dépôt des candidatures et des professions de foi	A compter de la publication de l'arrêté électoral jusqu'au mardi 17 janvier 2023, 12 heures
Inéligibilité de candidats : rectification des listes déposées	Au plus tard le jeudi 19 janvier 2023, 17 heures
Publication des candidatures et des professions de foi – transmission aux électeurs par voie dématérialisée	Au plus tard le jeudi 19 janvier 2023
Demande de rectification des listes électorales pour les électeurs répondant aux conditions pour être inscrits d'office	Au plus tard le mercredi 25 janvier 2023, 10 heures
Demande d'inscription sur les listes électorales pour les auditeurs (l'inscription est subordonnée à une demande de leur part)	Au plus tard le mercredi 25 janvier 2023, 10 heures
Envoi aux électeurs d'une notice de vote et du moyen d'authentification au système de vote	Au plus tard le lundi 16 janvier 2023
Scellement du système de vote, en présence des membres du bureau de vote électronique centralisateur – répartition des clés de chiffrement	Lundi 30 janvier 2023, 10 heures
SCRUTIN – vote électronique	Mercredi 1er février 2023, de 9h à 17h
Dépouillement	Mercredi 1 ^{er} février 2023, 17h
Proclamation et affichage des résultats	Au plus tard le lundi 6 février 2023

Vote par voie électronique par internet.

Les élections auront lieu par voie électronique par internet.

Tout électeur aura la possibilité d'exprimer son vote par internet à partir d'un ordinateur, d'une tablette, ou de son téléphone portable.

Cependant, s'il le souhaite, tout électeur aura la possibilité d'exprimer son vote par internet sur un **poste dédié** à cet effet mis à disposition par l'INSPÉ à Amiens et dans ses antennes à Laon et à Beauvais, pendant leurs horaires d'ouverture.

Article 2 – Sièges à pourvoir.

Sont à pourvoir :

- 4 sièges de représentants des usagers (4 titulaires + 4 suppléants).

Article 3 – Liste électorale.

La liste électorale sera publiée le mercredi 11 janvier 2023 au plus tard.

Il convient de distinguer les électeurs inscrits d'office et ceux qui doivent en faire la demande, sous réserve de satisfaire aux conditions d'exercice du droit de suffrage.

Sont électeurs inscrits d'office :

- les étudiants régulièrement inscrits à l'INSPÉ en vue de la préparation d'un diplôme ou d'un concours, inclus les étudiants de 3^{ème} cycle inscrits dans une école doctorale de l'UPJV dont le directeur de thèse est un enseignant-chercheur de l'INSPÉ ;
- les personnes bénéficiant de la formation continue sous réserve qu'elles soient régulièrement inscrites en vue de la préparation d'un diplôme ou d'un concours.

Doivent demander à être inscrits sur les listes électorales :

- les auditeurs, sous réserve qu'ils soient régulièrement inscrits à ce titre, qu'ils suivent les mêmes formations que les étudiants et qu'ils en fassent la demande.

Les listes électorales seront affichées à l'INSPÉ et dans ses antennes de Laon et Beauvais.

Cas particuliers de certains doctorants.

Nul ne peut être électeur ni éligible dans le collège des étudiants s'il appartient à un autre collège de l'établissement. Les doctorants qui étaient électeurs lors des élections des représentants des personnels le 13 octobre 2020 ne peuvent pas être électeurs pour ces élections étudiantes.

Les listes électorales sont arrêtées par le président de l'université.

Article 4 – Demande d'inscription et modification des listes électorales.

Les électeurs répondant aux conditions pour être inscrits d'office doivent vérifier leur inscription sur la liste électorale et, le cas échéant, présenter une demande d'inscription ou une modification. Cette demande peut s'effectuer au plus tard le mercredi 25 janvier 2023, 10 heures.

Les électeurs soumis à l'obligation de faire une demande d'inscription doivent en faire la demande au plus tard le mercredi 25 janvier 2023, 10 heures.

Dans tous les cas, l'inscription sur une liste électorale ne pourra être effectuée qu'après vérification de la qualité d'électeur.

Les demandes d'inscription et de modification sont adressées à l'Administration de l'INSPÉ à Amiens, à Monsieur Nicolas BIBARD – nicolas.bibard@u-picardie.fr

Article 5 - Date limite de réception des candidatures.

Le dépôt de candidature est obligatoire. Peuvent être candidats les électeurs régulièrement inscrits sur la liste électorale.

Les candidatures sont adressées par lettre recommandée avec accusé de réception ou déposées auprès de M.Nicolas BIBARD, INSPÉ d'Amiens.

La date limite de réception des candidatures est fixée au mardi 17 janvier 2023, 12 heures.

Article 6 - Modalités de dépôt des listes de candidatures.

Chaque liste doit être accompagnée, lors de son dépôt, des déclarations individuelles de candidatures signées de chaque candidat.

Les candidats fournissent une photocopie de leur carte d'étudiant ou à défaut un certificat de scolarité.

Les candidats qui déposent les listes peuvent préciser leur appartenance ou le soutien (syndical, associatif,.....) dont ils bénéficient sur leurs déclarations de candidature. Les mêmes précisions figureront sur les bulletins de vote.

Aucune candidature ne peut être déposée, modifiée ou retirée après la date limite de dépôt des candidatures. Les listes déposées ou reçues hors délai ou non accompagnées des déclarations individuelles seront refusées.

Il appartient aux candidats de mandater la personne qui déposera la liste en leur nom.

Le récépissé de dépôt de candidature ne préjuge pas de la recevabilité de la candidature.

Les candidatures seront transmises aux électeurs par voie dématérialisée, sur leur adresse de messagerie étudiante.

Un tirage au sort déterminera l'ordre de présentation.

Le délégué de liste.

Chaque liste doit comporter le nom d'un délégué, qui est également candidat, afin de représenter, le cas échéant, la liste au sein du comité électoral consultatif mentionné à l'article D. 719-3 du code de l'éducation.

Les délégués de listes sont également membres du bureau de vote électronique.

Article 7 - Composition des listes de candidatures.

Les listes doivent répondre aux conditions suivantes :

- comporter au minimum 4 noms et au maximum 8 noms ;
- être composées alternativement d'un candidat de chaque sexe ;
- ranger les candidats par ordre préférentiel.

Article 8 - Professions de foi.

Le dépôt d'une profession de foi est facultatif. Les professions de foi sont déposées dans les mêmes délais que les candidatures.

Elles sont déposées sous format papier imprimées (format A4, une page recto verso) et sous format électronique.

Les professions de foi sont affichées. Elles sont adressées aux usagers par voie électronique.

Article 9 – Dispositions relatives à la constatation de l'inéligibilité d'un candidat.

L'éligibilité des candidats est vérifiée par le président de l'université.

S'il constate l'inéligibilité d'un candidat, il réunit, pour avis, le comité électoral consultatif selon la modalité la plus adaptée à l'urgence (visioconférence ou consultation par voie électronique).

Le comité électoral sera consulté, si besoin, le mardi 17 janvier 2023 à 17 heures.

Le cas échéant, le président de l'université demande au délégué de la liste qu'un autre candidat de même sexe soit substitué au candidat inéligible. Pour se faire, le délégué dispose d'un délai maximum de deux jours francs.

A l'expiration de ce délai, le président de l'université rejette, par décision motivée, les listes qui ne satisfont pas aux conditions énoncées aux articles 5, 6, et 7 du présent arrêté.

Les listes de candidats sont publiées, le cas échéant, à l'issue de ce délai de rectification.

Article 10 – Mode de scrutin.

Les membres des conseils sont désignés, par collège, au scrutin secret et au suffrage direct.

Les représentants des usagers sont élus au scrutin de liste à un tour, à la représentation proportionnelle avec répartition des sièges restant à pourvoir selon la règle du plus fort reste, sans panachage.

Article 11 – Modalités de vote.

Les électeurs ne peuvent voter que pour une liste entière, sans radiation ni adjonction de noms et sans modification de l'ordre de présentation des candidats.

Pour ces élections, exclusivement organisées par voie électronique au moyen de tout terminal usuel connecté à internet (ordinateur, tablette, smartphone), les électeurs pourront voter pendant toute la durée du scrutin, la plateforme de vote étant accessible le mercredi 1^{er} février 2023 de 9 heures à 17 heures.

Un prestataire extérieur a en charge le système de vote. Le système retenu est celui de la société SLIB, SA immatriculée au RCS sous le n°380 059 113, dont le siège est 1 Boulevard Haussmann, 75009 Paris.

Les électeurs recevront, au plus tard le lundi 16 janvier 2023, une notice d'information sur le vote électronique et leur moyen d'authentification leur permettant de voter. Ces informations leur parviendront sur leur messagerie électronique étudiante, qu'ils devront avoir préalablement activée.

Le vote ne sera valable qu'après validation expresse par l'électeur. Le vote blanc est possible. La validation rend définitif le vote et interdit toute modification ou suppression du suffrage exprimé. L'électeur recevra un accusé de réception qu'il aura la possibilité de conserver.

Le suffrage exprimé est anonyme et chiffré.

Article 12 - Coordonnées des services chargés de répondre aux électeurs pendant la durée du vote.

Pour toute question d'ordre général relative à ces élections, les électeurs s'adresseront M.Nicolas BIBARD, INSPÉ d'Amiens (03 22 82 84 56) aux horaires d'ouverture des services.

Pour toute question relative à l'utilisation de la plateforme de vote (moyens d'authentification notamment), les électeurs pourront joindre la cellule d'assistance de la société SLIB dont les coordonnées figureront dans la notice de vote.

Article 13 - Rôle et composition des bureaux de vote, scellement des urnes électroniques, répartition des clés de chiffrement.

Est constitué un bureau de vote électronique (BVE), composé,

- d'un président et d'un secrétaire désignés par le président de l'UPJV,
- des délégués de listes.

Les membres du bureau de vote s'assurent du bon déroulement des opérations électorales. A cet effet, ils ont accès à la liste d'émargement et au compteur des votes à des fins de contrôle du déroulement du scrutin. Ils ne sont pas autorisés à communiquer sur ces informations.

Est créé un bureau de vote électronique centralisateur (BVEC) ayant la responsabilité du BVE, composé,

- d'un président et d'un secrétaire désignés par le président de l'UPJV,
- d'un délégué de liste.

La composition nominative des bureaux de vote sera publiée par arrêté du président.

Le BVEC est compétent pour prendre toute décision nécessaire au bon déroulement des opérations.

Avant le scrutin, il est chargé de procéder aux vérifications préalables au scellement des urnes électroniques ; il répartit les clés de chiffrement pour le scellement du système de vote.

La cérémonie de scellement des urnes et de répartition des clés de chiffrement se tiendra le lundi 30 janvier 2023 à 10 heures. Elle requiert la présence des membres du bureau de vote électronique centralisateur.

Cette séance est ouverte à tout électeur.

Article 14 - Modalités d'attribution des sièges.

Le nombre de voix attribuées à chaque liste est égal au nombre de bulletins recueillis par chacune d'elles.

Le nombre de suffrages exprimés est égal au total des voix recueillies par l'ensemble des listes.

Le quotient électoral est égal au nombre total de suffrages exprimés divisé par le nombre de sièges de membres titulaires à pourvoir.

Chaque liste a droit à autant de sièges de membres titulaires que le nombre de voix recueillies par elle contient de fois le quotient électoral. Un suppléant est élu avec chaque membre titulaire élu.

Les sièges non répartis par application des dispositions précédentes sont attribués successivement aux listes qui comportent les plus forts restes.

Lorsqu'une liste a obtenu un nombre de voix inférieur au quotient électoral, ce nombre de voix tient lieu de reste.

Si plusieurs listes ont le même reste pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus jeune des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Pour chaque liste, il est procédé dans la limite du nombre de sièges obtenus par celle-ci à l'élection des titulaires, et à l'élection d'un nombre égal de suppléants, dans l'ordre de présentation des candidats de la liste. Chaque membre suppléant ainsi désigné s'associe avec un membre titulaire dans l'ordre de présentation de la liste.

Article 15 – Procurations.

Le vote par procuration n'est pas autorisé.

Article 16 – Ouverture de la campagne électorale.

La campagne électorale débute à compter de la publication du présent arrêté.

Durant la campagne, la propagande est autorisée, y compris le jour des scrutins, à l'exception des locaux dans lesquels sont installés les postes informatiques dédiés (cf. article 1).

Article 17 - Proclamation des résultats.

Les résultats seront proclamés au plus tard le lundi 6 février 2023 et immédiatement affichés à l'INSPÉ et dans ses antennes de Laon et Beauvais.

Nul ne peut être membre d'un conseil d'établissement public d'enseignement supérieur s'il a fait l'objet d'une condamnation pour un crime, ou d'une condamnation à une peine d'emprisonnement pour un délit.

Article 18 – Date de début et durée des mandats.

Les mandats des représentants des usagers débiteront le lendemain de la publication du présent arrêté.
Les mandats sont de deux ans.

Article 19 – Modalités de recours.

La commission de contrôle des opérations électorales siégeant au tribunal administratif d'Amiens connaît de toutes les contestations présentées par les électeurs, par le président de l'université ou par le recteur de région académique, sur la préparation et le déroulement des opérations de vote, ainsi que sur la proclamation des résultats des scrutins.

Elle est saisie au plus tard le cinquième jour suivant la proclamation des résultats.

Elle doit statuer dans un délai de quinze jours.

Tout électeur ainsi que le président de l'université et le recteur de région académique ont le droit d'invoquer l'irrégularité ou la nullité des opérations électorales devant le tribunal administratif d'Amiens.

Ce recours n'est recevable que s'il a été précédé d'un recours préalable devant la commission de contrôle des opérations électorales.


Le tribunal administratif doit être saisi au plus tard le sixième jour suivant la décision de la commission de contrôle ou de l'autorité auprès de laquelle est présenté un recours préalable.

Le tribunal administratif statue dans un délai maximum de deux mois.

Fait à Amiens, le

14 DEC. 2022

**Le Président de l'Université
de Picardie Jules Verne**


Mohammed BENLAHSEN



Destinataire : INSPÉ.
Copie : rectorat de Lille.